

# Chroniques du temps de l'OPA\*

Le Taxembourg, c'est comme les chaussures trop petites, on est content de le quitter et ce bonheur m'était imparti chaque vendredi soir, puisque ma famille continuait de vivre à Paris. En contrepartie, je devais, bien sûr, y retourner le lundi matin. Dans les deux cas, je voyageais sur Taxair, la compagnie nationale qui usait et abusait de son monopole avec la complicité d'Air France. Au kilomètre parcouru, le voyage revenait dix fois plus cher qu'un Paris - New York, le service en moins naturellement. Et en plus, nous étions chaque fois gratifiés d'un « Merci d'avoir choisi Taxair » plus ou moins narquois.

Cette fois-là, trois mois déjà après le déclenchement de l'OPA, j'eus cependant la chance d'être assis à côté d'un voisin agréable et bien informé. [...] C'était un sympathisant : Taxembourgeois de naissance, il avait travaillé pour le Groupe au début de sa carrière, puis l'avait quitté au bout de deux ans pour entamer une carrière bancaire, couronnée de succès puisqu'il dirigeait aujourd'hui une des principales institutions financières du pays. [...]

Enhardi par cette confidence, je lui demandai pourquoi nous avions reçu si peu de soutien de la part des autorités taxembourgeoises. La loi [sur les OPA] qui venait enfin d'être votée n'avait en effet intégré aucune de nos suggestions et nous nous trouvions complètement dépourvus de défenses face à l'assaut ennemi. On nous avait fait miroiter le soutien discret, mais sans faille, de tous les dirigeants du pays, bien conscients que ce qui était bon pour nous était bon pour le Taxembourg, ainsi que le pragmatisme et la souplesse des usages locaux, on nous avait convaincus qu'il ne pouvait rien nous arriver de fâcheux dans cet environnement protégé et voici qu'à la première occasion, nos soutiens disparaissaient, nous laissant seuls face à l'adversité. C'était quand même un peu fort ! [...]

Devant mon air dépit, il consentit enfin à s'expliquer : « J'imagine [qu'on] vous a expliqué que le pays tout entier ne vit que par votre industrie, qu'elle fait partie de son histoire, de sa substance même, de son code génétique, que nos compatriotes, à défaut de pouvoir tous y faire carrière, ne rêvent que de la soutenir par tous les moyens afin d'assurer pour toujours que votre siège reste dans notre beau pays ? » [...]

- Mais expliquez-vous à la fin: vous voulez dire que ce n'est pas vrai? [...]

- Ce qui est vrai, c'est que votre industrie a longtemps dominé le pays et assuré sa prospérité. Sous l'Empire de Napoléon, nous constituions le département des Forêts, cela vous donne une idée de notre niveau de développement d'alors. Grâce à votre activité, nous sommes entrés de plein pied dans le XX<sup>e</sup> siècle. Puis est venue la crise et le pays s'est saigné à blanc pour sauver ce qui pouvait l'être et le restructurer au mieux. Aujourd'hui, votre industrie n'évoque plus grand-chose, si ce n'est de mauvais souvenirs aux contribuables et des sueurs froides aux politiques qui ont la hantise de voir revenir tôt ou tard les mauvais jours. Or, entre temps s'est développée une autre activité florissante qui, elle, n'a rien de cyclique. Je veux parler bien sûr de la gestion de

fortune, qui est l'euphémisme que nous employons pour désigner la fraude fiscale.

- Comme vous y allez !

- Mais non, je sais de quoi je parle. Après tout, c'est mon métier. Nous n'avions aucun atout particulier pour développer une industrie financière, aucune tradition, aucun savoir-faire spécifique. Mais nous étions un État distinct, au cœur de l'Europe, sans rien à perdre en termes de recettes fiscales, avec tout à gagner si nous réussissions à capter l'épargne des particuliers des pays voisins. Il nous a suffi d'appliquer deux principes : secret bancaire et absence de coopération fiscale, et le tour est joué. Nous vivons désormais confortablement sur le dos des États voisins, malgré, il faut le dire, la médiocrité réelle des services rendus en matière de gestion (mais nous sommes quand même meilleurs que les Suisses). Et tout le monde est content : les épargnants étrangers bien sûr, les autres États qui évitent que leurs ressortissants aisés ne s'expatrient et qui trouvent dans notre activité une soupape de sécurité pour leur propre pression fiscale, et nous, bien sûr, qui sommes aujourd'hui le plus riche pays d'Europe.

- Je comprends tout cela, mais je ne vois pas le rapport avec nous.

- Le rapport ? Mais voyons, il est évident. Nous vivons de l'argent et nous ne tenons que parce que nous en respectons les lois. Notre marché doit être le plus libéral, notre réglementation la plus favorable aux investisseurs. Nous sommes la femme de César. Nous aurions d'ailleurs trop à perdre : le Taxembourg emploie 50 000 personnes dans le secteur financier, 5 000 à peine dans votre Groupe, alors le choix est vite fait. La finance s'y développe, l'industrie disparaît, nous assumons pleinement ce choix qui est à la base de notre prospérité. Il n'y a donc jamais été question que la loi sur les activités financières soit aménagée en votre faveur.

- Mais pourtant, vos hommes politiques les plus en vue...

- ... ont déclaré qu'ils vous soutenaient. Et vous les avez crus ?

- Mais... oui, évidemment.

- Écoutez. Je ne sais pas comment ça se passe chez vous en France, mais votre naïveté me surprend. Il y a évidemment une part de l'électorat qui reste nostalgique du passé et qu'il faut ménager, mais en ce qui concerne les décisions concrètes, il y a unanimité parmi les gens sérieux pour défendre les intérêts réels du pays. Nous savons trop bien de quel côté notre tartine est beurrée. [...]

\* Ce texte est un extrait du petit livre *Chroniques du temps de l'OPA*, paru en 2006 chez Yvelinédition et écrit par un ancien d'Arcelor. Sous le couvert d'un pseudonyme (Philippe Shrek), l'auteur se livre à une analyse féroce des comportements humains dans une multinationale en temps de « crise ». D'un humour décapant, décalé et impertinent, les textes font découvrir un monde inconnu...